

A LA UNE**LA COUR DE CASSATION ITALIENNE FACE AU MICRO-DESASTRE ENVIRONNEMENTAL À DYNAMIQUE PROGRESSIVE**

La Cour de Cassation italienne a été récemment appelée à statuer sur les éco-désastres causés par des micro-événements en série ayant produit des effets permanents.

La Cour a notamment considéré que ces cas étaient de nature à être ramenés au cas d'espèce décrit par l'article 434 du code pénal italien intitulé « *écroulements de constructions ou autres désastres caractérisés par le dol* » (« *Crollo di costruzioni o altri disastri dolosi* »).

Aussi, cet article, dont la légitimité constitutionnelle avait été remise en cause par le passé du fait du terme « désastre » considéré comme trop flou, a permis, du fait même de son caractère imprécis, à la Cour de Cassation d'ouvrir une brèche, de contempler et de punir aussi cette nouvelle hypothèse. La Cour Constitutionnelle avait précisé que l'article 434 du Code pénal était conforme à la Charte Constitutionnelle et avait défini le terme désastre comme « *tout évènements destructeur caractérisé par une ampleur extraordinaire et susceptible de mettre en danger l'intégrité physique d'un nombre indéterminé de personne* ». (Décision de la Cour Constitutionnelle italienne du 30 juillet 2008 n. 327).

La Cour de Cassation va plus loin, et considère que l'on assiste à un désastre même en présence d'une contamination des sols agricoles ou d'agglomérations urbaines par des substances dangereuses pour la santé humaine ; contamination qui s'inscrit dans la durée et dont les effets sont extraordinairement graves pour la santé des personnes.

Il est désormais souhaitable que le législateur travaille de concert avec la jurisprudence pour préciser les contours de ce nouveau délit de désastre par accumulation ou suite à épisodes en série ou à dynamique progressive.

(Cassazione Penale, Sez. I., 31 octobre 2019, n° 44528)

**ENVIRONNEMENT** – L'affaire Eternit en Italie : les risques pour l'environnement et la santé

Dans le passé, l'amiante, dit aussi Eternit, était un matériau largement utilisé dans de nombreux secteurs pour sa performance et sa flexibilité. Aujourd'hui, des études scientifiques ont permis d'en déterminer le danger: ses fibres sont cancérigènes, notamment par inhalation.

L'amiante, pourquoi est-il si répandu?

L'amiante a été largement utilisé dans le passé, notamment dans la construction, en raison de son excellente qualité, de ses performances et de ses coûts abordables.

Normative italienne en matière d'amiante

En Italie, ce n'est que par la loi 257 de 1992, grâce à la transposition de la directive communautaire 83/477/CEE du 19 Septembre 1983, que la production, la transformation et la vente d'amiante sont interdites.

Amiante et santé

La poussière générée par ce minéral est très dangereuse pour la santé. Les fibres, une fois dispersées dans l'environnement, peuvent être facilement inhalées et peuvent se déposer dans les poumons. La permanence de ces fibres étrangères dans le corps humain pendant de longues périodes ou toute la vie peut exposer la santé à des maladies très graves telles que le cancer du poumon, l'asbestose et le mésothéliome.

Mesures adoptées par la législation italienne et conclusion

La législation italienne a été adaptée aux dispositions communautaires et des mesures ont été introduites dans le système judiciaire afin d'interdire la vente et l'exploitation de l'amiante.

**SÉCURITÉ SANITAIRE** – Notre-Dame « déplombe » les dossiers

A six mois de l'incendie de Notre Dame, le préfet de région et l'Agence régionale de santé (ARS) ont communiqué leur bilan : l'incendie de Notre-Dame n'a pas engendré une pollution au plomb méritant la qualification « d'alerte rouge ».

Pour autant, selon ces derniers l'incendie à Notre-Dame a remis d'actualité le risque lié au plomb dans la capitale française. Ainsi, après la dépollution de Notre-Dame, la mairie de Paris veut "libérer du plomb" l'espace public. Le 18 septembre un plan d'actions contre la pollution à ce métal lourd a été annoncé.

L'incendie de Notre-Dame a confronté les autorités à un casse-tête réglementaire. Et pour cause, il n'existe, pour l'heure, aucune norme qui fixe un seuil de tolérance au plomb en extérieur.

Pour la chercheuse Sophie Ayraut, spécialiste du plomb au laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, cet événement a au moins le mérite de soulever cette question (seuil de tolérance au plomb en extérieur). "L'agence régionale de santé vient de saisir l'ANSES, l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire, afin qu'elle fixe une norme réglementaire du plomb sur la voirie. Comme l'avertit l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le plomb est une substance toxique. "Il n'existe pas de concentration dans le sang qui soit sans danger".

Cela lève notamment des interrogations concernant les populations particulièrement exposées, comme les ouvriers qui interviennent depuis des années sur le bâti Haussmannien de la capitale.

Précisions relatives au droit de rétractation en matière de contrats à distance portant sur des services financiers
CJUE, 11.09.19, aff C-143/18

Le droit de l'Union européenne s'oppose à une réglementation nationale qui, en ce qui concerne un contrat portant sur un service financier conclu à distance entre un professionnel et un consommateur, n'exclut pas le droit de rétractation de ce consommateur dans le cas où ce contrat a été exécuté intégralement par les deux parties à la demande expresse du consommateur, avant que ce dernier n'exerce son droit de rétractation

Le Conseil d'Etat valide le plan d'action de la CNIL en matière de cookies
CE, 16/10/19, req. N°433068

La prise de position de la CNIL consistant à différer l'entrée en vigueur des règles en matière de consentement aux cookies ne méconnaît pas le droit à la protection des données personnelles et son exigence de prévisibilité.



Du cantonnement de la prescription biennale du code de la consommation aux relations contractuelles
Civ.1^{ère}, 4/07/19 F-P+B+I, n°19-13.494

L'usager bénéficiaire du service public de l'enlèvement des ordures ménagères n'est pas lié à ce service par un contrat, de sorte que le délai dont dispose une collectivité publique pour émettre un titre exécutoire, aux fins d'obtenir paiement de la redevance qu'elle a instituée, n'est pas soumis aux dispositions dérogatoires prévues à l'article L. 137-2, devenu L.218-2 du code de la consommation.



POLLUTION – La marée noire au Brésil

Cela fait maintenant plus de deux mois que des tâches noires de pétrole sont constatées dans le Nordeste du Brésil. Une analyse, basée sur les bilans publiés par l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (Ibama), montre que la présence de nouvelles tâches a eu son pic le 21 octobre 2019 et que l'évolution des enregistrements ne montre pas encore de tendance à la baisse.

La première apparition

La première marée noire a été officiellement identifiée le 30 août, dans l'État de Paraíba. Quatre jours plus tard, une pollution analogue a été reconnue dans un deuxième État, Pernambuco, sur l'île d'Itamaracá. Le 1er novembre, Bahia était le neuvième et dernier État du Nordeste à être touché par le pétrole.

67,9% de plages touchées

Le nombre de plages du Nordeste du Brésil contaminées par le pétrole a atteint 409, selon un bilan publié par l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (Ibama). En tout, au moins 104 municipalités des neuf États du Nordeste ont été touchées par des fragments ou des tâches de pétrole brut depuis le 30 août. Selon le ministère de la Santé, le Nordeste du pays compte 153 municipalités côtières, ce qui signifie que le pétrole a atteint au moins 67,9% des villes côtières de la région.

Le bilan d'Ibama indique également que seules 166 des 409 localités touchées sont "propres", c'est-à-dire sans traces ni tâches.



BIODIVERSITÉ – Iles Féroé : le massacre des baleines continu

Nouveau massacre de baleines aux îles Féroé, archipel du protectorat danois. Le massacre a eu lieu dans la baie de Sandàgeroi, où les baleines ont été brutalement tuées.

Selon la tradition connue sous le nom de Grindadráp, plus de 139 spécimens de baleines ont été tués. Les bateaux sortent pour intercepter les baleines, les assommer et les pousser pour être capturées. La pratique est rendue encore plus cruelle par des chasseurs de baleines qui, munis de haches, de harpons et de grands couteaux, attendent les baleines sur la baie afin de procéder au massacre. C'est un phénomène très préoccupant car cette pratique met en péril l'existence de ces spécimens marins. Étant donné que la chasse à la baleine est interdite dans l'UE et que les États membres font partie de la *Convention Internationale sur le commerce des espèces animales et végétales menacées d'extinction (CITES)*, le transit des baleines ne peut avoir lieu qu'en présence de certificats d'autorisation à présenter aux autorités portuaires. Toutefois, vu que la Norvège n'est pas membre de l'Union européenne, aucune mesure répressive ne peut donc être appliquée. Ce que l'Europe peut faire, ce n'est qu'empêcher le transit et donc entraver de façon indirecte le commerce des baleines.



AGRO-ALIMENTAIRE – L'HUILE DE PALME COMME BIOCARBURANT : UNE FAUSSE BONNE IDÉE ?

Peu coûteuse, l'huile de palme est massivement utilisée par l'industrie agro-alimentaire et pétrolière toutefois, ses réelles conséquences sur l'environnement ont laissé perplexes les députés questionnés sur sa reconnaissance au titre de biocarburant entraînant de fait des avantages fiscaux non négligeables pour les acteurs économiques.

Bien que longtemps considérée comme un biocarburant par les acteurs politiques et économiques on assiste le 15 novembre dernier, à un rétropédalage des députés en une journée par deux votes opposés. La déforestation massive qu'engendre l'huile de palme pour jouer son rôle dans la production de carburant ne saurait lui conférer le titre de biocarburant; c'est en tout cas ce que confirme le rejet de l'amendement de la veille au soir qui soutenait la reconnaissance de l'huile de palme comme biocarburant. Les ONG environnementales ont donc de quoi se réjouir car ce rejet assoit la primauté de la préservation de l'environnement dont l'urgence n'est plus à prouver et ce, face au lobbying agressif de certains acteurs économiques au regard des avantages fiscaux qu'engendre cette reconnaissance.



ENERGIE – Pollution atmosphérique et santé au Brésil

La pollution atmosphérique est le principal facteur de risque environnemental pour la santé dans le monde. Au Brésil, où 76% de la population vit dans les villes et respire quotidiennement différents types de polluants, penser des solutions politiques et techniques est devenu une priorité.

L'ONU-Environnement encourage les actions de lutte contre la pollution de l'air dans tout le Brésil

La Journée mondiale de l'environnement a lieu le 5 juin de chaque année. Cette année, l'ONU a proposé le thème « La pollution de l'air », une question cruciale pour l'environnement et la santé humaine.

Les initiatives du programme des Nations Unies pour promouvoir le développement durable au Brésil

Une autre initiative intéressante proposée par les Nations Unies pour l'environnement était la campagne « Breath Life » au niveau national et la publication de « 16 mesures pour la qualité de l'air dans les villes: un appel à la santé et à l'environnement ». Il s'agit d'une initiative importante, compte tenu des dangers liés à la pollution. Des études montrent d'ailleurs que toutes les cinq secondes, une personne meurt à cause de la pollution de l'air.